

Les États Généraux de 2004 ont fixé le cap. Depuis, dans toutes nos régions d'intervention, les équipes d'Aide et Action, soutenues par tous nos bénévoles et partenaires, donnent le meilleur d'elles-mêmes pour que les ambitions de l'association se concrétisent en une meilleure éducation.

En 2006, Aide et Action a continué à se développer. Un seul chiffre suffit à prendre la mesure de cette croissance: le volume de nos activités, exprimé en termes financiers, a progressé de 11%. C'est considérable, mais très insuffisant au regard des défis que nous lance la «mal éducation» partout dans le monde. C'est pourquoi Aide et Action a décidé de devenir une véritable organisation internationale. C'est aussi pour cette raison que toutes les régions sont désormais mobilisées autour d'un objectif commun: développer, au Sud comme au Nord, de l'Asie à l'Amérique en passant par l'Afrique et l'Europe, la collecte de fonds. Ce défi-là n'est pas mince non plus, mais nous devons le relever si nous voulons que les rêves que nous avons faits en 2004 deviennent réalité.

Nous vous invitons cette année encore à vous plonger dans ce dossier bilan qui, au-delà des chiffres et des graphiques, regorge d'informations sur les activités et les projets menés par nos différentes régions d'intervention. Vous constaterez que, cette année encore, les réussites et les avancées ont été nombreuses et que, derrière les chiffres, c'est l'avenir de notre projet associatif et l'éducation de millions d'enfants et d'adultes qui sont en jeu.

Monique Brémond, trésorière
Claire Calosci, directrice générale



En 2006, les ressources de l'association ont continué de progresser, en particulier celles issues de la générosité du public, qui passent de 14473 K€ en 2005 à 15284 K€ en 2006 (+5,6%). La progression est plus nette encore du côté des emplois, c'est-à-dire de l'utilisation des ressources. Ils sont en progression de 11,1% (22 700 K€ contre 20 426 K€ en 2005). Le résultat comptable est de - 598 K€ alors que le budget révisé prévoyait une insuffisance de - 211 K€. Cette différence s'explique principalement par le fait que le budget ne peut pas prendre en compte d'une part les financements institutionnels restant à utiliser en début d'année, et d'autre part les financements institutionnels non utilisés en fin d'année.

EMPLOI DES RESSOURCES

■ Ratios d'emploi

Comme l'année dernière et conformément à la réglementation sur la comptabilisation des fonds dédiés, figurent dans les emplois les «engagements à réaliser sur ressources affectées». Il s'agit d'activités qui devaient être réalisées au cours de l'exercice, qui n'ont pu l'être

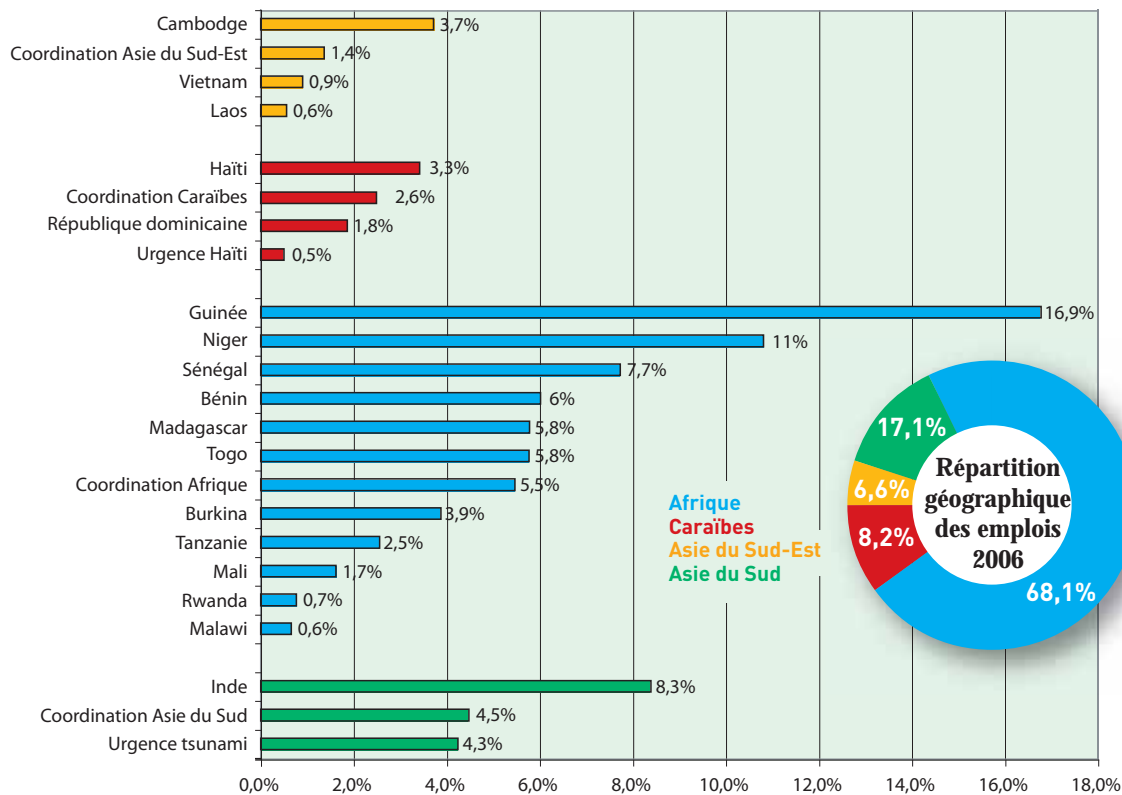
mais pour lesquelles des ressources sont «dédiées» en vue d'une réalisation ultérieure. Le montant figurant sur cette ligne correspond donc à des missions sociales différées.

Montants en milliers d'euros	2006			2005		
Missions sociales	19 384	73,2%	} 86,7%	16 868	71%	} 85%
Engagements à réaliser sur ressources affectées	3 577	13,5%		3 336	14%	
Frais d'appel à la générosité du public	1 500	5,7%		1 580	6,6%	
Frais d'information et de communication	514	1,9%		436	1,8%	
Frais de gestion	1 492	5,6%		1 542	6,5%	
Total emplois	26 467	100%		23 762	100%	

N. B.: Le calcul de ratio tient compte des «ressources restant à utiliser» qui sont des fonds dédiés aux missions sociales en vue d'une utilisation ultérieure.

MISSIONS SOCIALES

Emplois 2006 : missions sociales à l'étranger hors charges d'appui international (17 677 K€)



» Emplois

■ Missions sociales

La part des emplois consacrée aux missions sociales (y compris les fonds dédiés) passe de 85% en 2005 à 86,7% en 2006. Cette progression, qui fait suite à celle déjà enregistrée en 2006, traduit la volonté de l'association de consacrer une part toujours plus importante de ses ressources à ses missions sociales, ce qui nécessite la maîtrise d'autres postes d'emplois.

■ Frais d'appel à la générosité du public

La part des emplois consacrée à la collecte passe de 6,6% en 2005 à 5,7% en 2006. Les frais de collecte ont même baissé en valeur absolue en 2006 (1 500 K€ contre 1 580 en 2007). Ces résultats sont dus à des choix innovants dans les techniques de collecte et particulièrement la pratique de collecte de rue.

■ Frais d'information et de communication

La part des emplois consacrée à l'information et à la communication passe de 1,8% en 2005 à 1,9% en 2006. Ces frais demeurent donc contenus à un niveau très bas.

■ Frais de gestion

La part des emplois consacrée à la gestion passe de 6,5% en 2005 à 5,6% en 2006. Là encore, cette évolution traduit les efforts d'efficacité de l'association pour réserver l'essentiel de ses ressources à la poursuite de ses missions sociales.

» Ressources

■ Origine des ressources

Au total, les ressources de l'association (hors ressources affectées et non encore utilisées) progressent de 1,9%, passant de 22 265 K€ en 2005 à 22 684 K€ en 2006. Celles issues de la générosité du public (parrainage et autres dons privés) progressent assez nettement (15 284 K€ contre 14 473 K€ en 2005). Elles représentent 67,4% des ressources de l'association (65% en 2005). Les partenariats d'entreprises sont en légère baisse, à 748 K€ contre 811 K€ en 2005, du fait de l'arrivée à leur terme de gros partenariats qui n'ont pas pu être compensés en totalité par les nouveaux. Les partenariats d'entreprises représentent 3,3% des ressources (3,6% en 2005).

Après une très forte progression en 2005, les financements institutionnels se sont stabilisés en 2006, à 6 002 K€ contre 6 293 K€ en 2005, ce qui représente 26,5% des ressources (28,3% en 2005). Cette stabilisation s'explique principalement par le fait qu'un nouveau développement des financements institutionnels nécessitera au préalable un développement de nos capacités à mettre en œuvre efficacement les projets susceptibles d'être financés par les bailleurs.



Parrainages	51,5%
Dons non affectés, legs, partenariats d'entreprises	18,9%
Appels d'aide d'urgence	0,2%
Produits affectés (financements institutionnels)	26,5%
Abonnements	1,1%
Autres produits non affectés	1,8%

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES 2006 en milliers d'euros, avant affectation du résultat

EMPLOIS	2006	2005	RESSOURCES	2006	2005
1- MISSIONS SOCIALES	19 384	16 868	1- PRODUITS ISSUS DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	15 284	14 473
1.1 Réalisées en France	224	239	Dons manuels collectés en France	14 874	14 327
Formation au dvpt du réseau bénévole	61	100	Parrainages	11 518	11 164
Information et sensibilisation du public	163	139	Parrainages tsunami	175	219
1.2 Réalisées à l'étranger	19 160	16 629	Autres dons	2 931	2 588
Asie du Sud dont:	3 020	2 269	Autres dons tsunami	250	356
Coordination Asie du Sud	798	638	Legs et autres libéralités encaissés en France	367	18
Inde	1 467	1 355	Appels d'aide d'urgence	43	128
Urgence tsunami	755	276			
Afrique dont:	12 024	10 888	2- AUTRES FONDS PRIVÉS	748	811
Direction Afrique	965	913	Partenariats d'entreprises	508	621
Niger	1 940	1 260	Partenariats d'entreprises tsunami	240	190
Rwanda	123	120			
Togo	1 022	1 090	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	6 002	6 293
Sénégal	1 367	1 547	Ministère des Affaires étrangères français	528	428
Guinée	2 986	2 504	Union européenne	1 208	1 698
Bénin	1 054	859	Autres bailleurs de fonds institutionnels	4 000	4 020
Burkina	696	620	Autres bailleurs de fonds institutionnels tsunami	266	147
Tanzanie	444	424			
Malawi	100	103	4- AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	240	226
Madagascar	1 028	1 195	Dont Cotisations	2	3
Mali	299	253	Dont Produits commerciaux (vente des produits commerciaux)	46	31
Caraïbes dont:	1 455	1 701	Dont Produits accessoires	17	19
Coordination Caraïbes	465	291	Dont Abonnements	175	173
Haïti	586	996			
Urgence Haïti	83	121	5- AUTRES PRODUITS	409	462
République dominicaine	321	293	Dont Produits exceptionnels	103	131
Asie du Sud-Est dont:	1 176	846	Dont Produits financiers	102	125
Coordination Asie du Sud-Est	253	214	Dont Gains de change	149	163
Programmes Cambodge, Vietnam, Laos	922	632	Dont Reprises de provisions	55	43
Charges d'appui international	1 483	925			
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	1 500	1 580			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
Frais de traitement des dons	309	379			
Frais de traitement des dons tsunami	5	54			
Frais de collecte des dons	1 186	1 045			
Frais de collecte des dons tsunami	0	102			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES CHARGES	1 816	1 978			
Frais d'information et de communication	514	436			
Frais relevant des autres activités	38	42			
Frais de fonctionnement	1 071	1 218			
Frais de gestion	891	1 036			
Frais de gestion tsunami	0	15			
Dotations aux amortissements	83	94			
Frais financiers	92	68			
Impôts et taxes	5	5			
Dotations et autres charges	69	206			
Charges exceptionnelles	124	75			
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT	22 700	20 426	TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT	22 684	22 265
II - RESSOURCES RESTANT À UTILISER	3 577	3 336	II - REPORT DES RESSOURCES NON ENCORE UTILISÉES	3 186	678
III - DIFFÉRENCE DE CHANGE LIÉE AUX FONDS DÉDIÉS	190	0	III - DIFFÉRENCE DE CHANGE LIÉE AUX FONDS DÉDIÉS	0	0
IV - EXCÉDENT DE L'EXERCICE	0	0	IV - INSUFFISANCE DE L'EXERCICE	597	819
V - TOTAL GÉNÉRAL DES EMPLOIS	26 467	23 762	V - TOTAL GÉNÉRAL DES RESSOURCES	26 467	23 762

» Direction internationale

Après la première année de mise en œuvre des orientations dessinées par les derniers États Généraux d'Aide et Action, 2006 s'inscrit dans la continuité : l'extension des activités éducatives, le déploiement de la mission sociale via le projet associatif, le renforcement des principes de mutualisation des ressources humaines et financières et d'autonomie des régions, la construction d'une organisation internationale.

Afin de préserver la cohérence et le développement de l'association, la direction générale s'est focalisée sur trois points essentiels en 2006 : l'élaboration du Plan global de développement de l'association (PGD), la poursuite du changement déjà amorcé en 2005 par les douze chantiers, et la définition d'une stratégie internationale des ressources.

■ Plan global de développement

Pour mettre en œuvre ses orientations et mener à bien son projet associatif, Aide et Action a défini une stratégie garantissant son unité, sa pertinence, sa cohérence d'action, tout en respectant les spécificités de chacune des régions où nous intervenons, en concertation avec les directeurs et les responsables régionaux, tous membres du Comité de direction internationale. Neuf thématiques ont été retenues, qui structureront à l'avenir les projets de l'association :

- Accès et qualité de l'éducation
- Petite enfance
- Éducation inclusive

- Éducation des filles et des femmes
- Éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale
- Éducation à la vie
- Éducation à la santé
- Migration
- Urgence et post-urgence.

■ Chantiers

Les chantiers ouverts pour mener la mutation de l'association décidée aux États Généraux de 2004 se sont poursuivis en 2006. Cinq d'entre eux se sont achevés : la Charte, l'Internationalisation, le Déploiement des nouveaux espaces, l'Évolution du parrainage et le Funding planning.

■ Développement international des ressources

Une véritable stratégie a été bâtie, avec comme axes forts :

- le lancement d'une campagne auprès de grands donateurs (fondations, mécènes, entreprises) en Amérique du Nord et en Europe
- l'exploration de nouveaux marchés en Europe
- l'appui au développement de la collecte locale dans les régions.

» Afrique

Avec un budget réalisé de 12024 K€ en 2006 contre 10888 K€ en 2005 (+10,4%), la région Afrique poursuit son développement au service de l'éducation sur le continent.

Les principales réalisations dans les programmes ont tourné autour des trois thématiques prioritaires dans la région :

■ Accès et qualité de l'éducation

À travers cette thématique sont recherchés 4 impacts :

- relèvement des taux d'achèvement du cycle primaire
- amélioration et adaptation des curricula
- amélioration de la gouvernance éducative
- soutien des réformes des systèmes éducatifs.
 - 19 projets menés dans 10 pays
 - 27% du portefeuille de nos projets
 - Plus d'1,5 million d'enfants concernés
 - Près de 8000 écoles touchées
 - Près de 35000 enseignants impliqués.

■ Éducation au développement et à la citoyenneté mondiale

Cette thématique vise le renforcement des valeurs de respect et de tolérance et le développement des idéaux de solidarité et de paix.

- 16 projets menés dans 7 pays
- 23% du portefeuille de projets
- Plus de 600000 enfants concernés
- Près de 8000 écoles touchées
- Près de 35000 enseignants impliqués.

■ Éducation à la santé

Il s'agit d'améliorer l'environnement sanitaire dans les écoles et de promouvoir un changement de comportements face aux maladies endémiques (paludisme) et au VIH/SIDA.

- 11 projets menés dans 9 pays
- 16% du portefeuille
- Plus de 60000 enfants concernés.

Bref aperçu 2006

- **11 pays d'intervention**
- **9 programmes** (7 en Afrique de l'Ouest et 2 en Afrique australe et dans l'océan Indien).
- **43 projets mis en œuvre** dans les programmes autour de 7 thématiques et 4 défis majeurs :
 - la qualité de l'éducation
 - la scolarisation des filles
 - la lutte contre le VIH/SIDA
 - la prévention des conflits et de l'insécurité alimentaire.
- **Élaboration de 6 projets transnationaux** en recherche de financement.
- **Élaboration d'une stratégie** de collecte privée en Afrique.
- **Participation à des initiatives** régionales et internationales d'envergure : biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique, tables rondes sur le financement de l'éducation organisées par l'Organisation internationale de la francophonie, partenariat avec l'OCDE sur l'impact des conflits dans les systèmes éducatifs, Journée mondiale de l'enseignant, Forum social mondial, etc.

■ Principaux enseignements des activités en 2006

De façon générale, il faut noter que les programmes enregistrent des résultats notables sur le terrain :

- les activités sont de plus en plus orientées vers le renforcement des capacités des organisations communautaires et des acteurs locaux : accompagnement et appui dans le strict respect de leurs valeurs. L'émergence de l'animation endogène en est l'illustration (Togo, Burkina Faso, Sénégal, Bénin) ;
- la promotion des méthodes novatrices est devenue une constante avec le soutien de projets répondant aux besoins spécifiques des communautés en matière d'éducation. Notre action aujourd'hui touche environ 2 millions d'enfants dans des zones rurales et péri-urbaines ;
- des programmes d'éducation à la Petite enfance ont été mis en place par de nombreux pays (Bénin, Sénégal, Burkina Faso, Togo). Grâce à notre action au Bénin, un décret ministériel a institué la Direction de l'éducation maternelle, une vingtaine de centres de la Petite enfance ont été reconnus et bénéficient d'une subvention de l'État. Les impacts de cette préscolarisation sont nombreux : meilleure hygiène corporelle, meilleure nutrition, préapprentissage, socialisation, etc. ;
- les programmes développent des alternatives éducatives pour les adolescents déscolarisés et/ou exclus du système formel : écoles de seconde chance ou écoles passerelles (Niger, Togo...), écoles spécifiques pour des catégories sociales délaissées (Sénégal), développement de formations préprofessionnalisantes (Togo, Madagascar), lutte contre le trafic des enfants (Bénin, Mali). Au Sénégal, plus de 14 000 personnes (dont 3 200 enfants) sont touchées dans le cadre d'une politique d'appui pour la diversification de l'offre éducative à travers notamment les écoles associatives. Pour la plupart de ces écoles, les résultats au certificat de fin d'études élémentaires sont supérieurs à ceux de l'école formelle ;
- l'éducation des filles et des femmes est une question de justice sociale. Ainsi les programmes ont intensifié les actions d'information de proximité pour la scolarisation des filles. À travers des partenariats, des projets de scolarisation de filles ont été mis en place (Togo) ;
- la faible pluviométrie et l'invasion acridienne dans la région Ouest africaine et les cataclysmes naturels à Madagascar ces deux dernières années ont aggravé une situation déjà déplorable d'une Afrique

soumise à des conflits armés ouverts et/ou larvés. Au Niger et au Burkina, des projets d'envergure ont été préparés et mis en œuvre pour répondre à la crise alimentaire. 200 tuteurs dans 50 villages accueillent des écoliers en situation alimentaire difficile et 11 banques de céréales ont été créées. Les programmes d'éducation à la paix et à la citoyenneté sont en cours de préparation dans l'espace Parakou (Bénin, Burkina, Niger, Togo) ;

- les effets du VIH sur les systèmes éducatifs sont dévastateurs. Le paludisme et autres parasitoses sont autant de maux auxquels font face les programmes à travers des partenariats. Au Burkina Faso, le programme a développé un module d'enseignement sur trois maladies (paludisme, méningite et VIH) qui a été introduit dans les enseignements au primaire. Au Malawi, un programme de prise en charge des orphelins a permis d'appuyer la scolarisation de plus de 13 700 élèves infectés et/ou affectés et de former les enseignants à la prévention.

Le travail d'influence est aujourd'hui un enjeu pour tous les programmes. L'engagement dans le dialogue politique amène les programmes à participer à des initiatives internationales (Campagne mondiale pour l'éducation, Journée mondiale de l'enseignant) ou régionales (Forum social ouest africain) pour hisser la question de l'éducation au cœur des débats.

Enfin, des actions sont menées pour porter notre mission de solidarité et éveiller la conscience des populations pour qu'elles soutiennent l'éducation. Au Bénin, le mois d'octobre a été consacré « Mois de la solidarité pour l'éducation ». Il a mobilisé la société civile et le secteur privé dans un élan de soutien aux efforts de scolarisation autour d'activités culturelles et économiques. Environ 18 000 personnes se sont mobilisées et le programme a collecté plus de 20 millions de francs CFA (30 000 €), dont 9 millions en nature. Le programme mobilise, autour de la cause, une centaine de bénévoles à travers le pays.

➤ Asie du Sud

Les missions sociales en Asie du Sud ont connu une forte progression, passant de 2 269 K€ en 2005 à 3 020 K€ en 2006 (+33%). Cette progression est due en grande partie aux programmes tsunami, qui ont représenté plus de 750 K€ en 2006.

Par ailleurs, 2006 a été marquée par l'intensification et l'expansion du programme Inde, la création de nouveaux bureaux, le développement du projet EduAction, le lancement de programmes dans des États très démunis caractérisés par un faible niveau d'alphabétisation et une forte migration (Institut pour l'étude et la mise en œuvre de projets concernant le travail des enfants, la promotion de l'éducation à la vie active, la recherche des meilleures pratiques, la Petite enfance ou l'éducation inclusive).

■ Faits marquants

- Création de nouveaux bureaux, de manière à intensifier et étendre le programme Aide et Action Inde, à Delhi, Ranchi, Jaipur et Hyderabad.
- Promotion du Prajayathna (réforme de l'éducation primaire avec participation populaire) : nouvelle initiative visant l'universalisation d'une éducation de qualité par le biais de la gestion communautaire, en partenariat avec l'ONG MAYA (Andhra Pradesh et Karnataka).
- Formation professionnelle : en 2006, le programme iLEAD a connu une rapide expansion (Programmes de formation à l'emploi sur mesure pour les jeunes déscolarisés de 18 à 25 ans). Le nombre de centres est passé de 2 en 2005 à 20 en 2006.

Au total, 1 754 candidats ont terminé leur formation, dont 1 508 ont été placés dans des structures professionnelles (soit un taux de placement de 90%).

- Étude sur l'éducation des enfants de migrants Telugu dans la ville de Chennai, effectuée auprès de 1 214 familles et lancement d'un projet qui vise leur réintégration dans le système formel (1 680 enfants concernés dans un premier temps).
- Back to Basics (B2B) est un programme d'amélioration de la qualité de l'éducation initié par Aide et Action pour obtenir des niveaux de compétences acceptables chez les élèves d'écoles primaires dans toute l'Inde. Ceci à travers la formation et le suivi des enseignants, le développement de matériels pédagogiques et des enseignants supplémentaires. Les activités suivantes ont été menées : développement des outils d'évaluation de compétences des enfants, évaluations dans 388 écoles soutenues par Aide et Action au sein de 12 projets (19 000 enfants de classes 2 à 5 (du CE1 au CM2)).

■ Interventions tsunami

Pendant l'année 2006, les actions ont surtout porté sur la consolidation de l'intervention et la préparation de plans d'action viables pour soutenir les impacts créés, à travers des organisations communautaires de base et avec le soutien du gouvernement. Avec 8 partenaires et 3 projets d'intervention directe, ce sont 309 496 membres de 67 045 familles dans 302 villages qui ont pu en bénéficier.

Réalisations majeures liées au tsunami

- Centres d'activités pour 5 429 enfants
- Rénovation de 24 écoles
- Construction de 17 bâtiments (centres de soins infantiles et diverses activités communautaires)
- Construction de 35 abris
- Formation de 155 groupes d'entraide en plus des 643 groupes existants
- Extension de soutiens financiers à concurrence de 171 450 € aux groupes d'entraide en plus d'un financement de 60 300 €
- Formation de capacités de 228 femmes
- Dessalement de 263 hectares de terre et protection de 324 hectares contre l'intrusion d'eau saline
- Promotion de l'horticulture sur 544 hectares au profit de 1921 agriculteurs
- Plantation de 100 hectares sur la bande côtière
- Formation de 491 agriculteurs à l'agriculture viable et biologique
- Soutien à 665 agriculteurs pour les rotations de récoltes
- Formation de 943 jeunes dans les centres iLEAD.

Quelques données quantitatives globales

Indicateurs	Inde	Sri Lanka
Nombre d'États et de territoires de l'Union couverts	12 États et 2 unions territoriales	2 districts
Nombre d'ONG partenaires	23	2
Nombre de projets directement mis en œuvre	6	-
Nombre de villages couverts	2 220	19
Nombre d'enfants concernés	1 318 200	1 600
Nombre d'organisations communautaires	4 230	301
Nombre d'écoles ouvertes	5 534	24
Nombre d'enfants parrainés	7 556	151

➤ Asie du Sud-Est

Les programmes Asie du Sud-Est en quelques chiffres

Cambodge

- Écoles touchées : 4 000
- Enfants touchés : 1,85 million
- Enfants scolarisés dans le primaire : 2,75 millions

Laos

- Écoles touchées : 157
- Enfants touchés : 75 000
- Enfants scolarisés dans le primaire : 884 700

Vietnam

- Écoles touchées : 15
- Enfants touchés : 5 330
- Habitants sur la zone d'intervention : 121 120

Pour répondre aux besoins éducatifs en Asie du Sud-Est, la région s'est donnée comme ambition de « mobiliser tous les acteurs de l'éducation (États, populations, ONG, société civile, universités) pour améliorer la qualité de l'éducation et garantir à tous les exclus un accès à l'éducation ». Avec un budget réalisé en hausse de 39% (1 176 K€ contre 864 K€ en 2005), la région a poursuivi son développement rapide avec pour objectif de se positionner comme un acteur majeur de l'éducation dans la région.

L'année 2006 a été marquée par le renforcement de la cohésion d'équipe et des programmes, et par le développement de notre notoriété auprès des acteurs éducatifs : ONG, autorités éducatives locales, institutions internationales, bailleurs régionaux et internationaux, universités et milieu de la recherche.

■ Principales réalisations

- Renforcement des démarches partenariales : évaluation, capitalisation, formation, plaidoyer.
- Ouverture de nouveaux projets :
 - au Cambodge avec l'Institut national de l'éducation sur la méthode pédagogique « la main à la pâte »
 - au Laos, avec l'Institut de recherche pour le développement et l'Institut national de recherche en sciences de l'éducation
 - au Vietnam, avec le Département provincial de l'éducation de Phu Yen sur le projet de maternelles.
- Au Laos, réalisation d'une étude de faisabilité d'une politique nationale de la lecture.

- Au Myanmar, renforcement du projet pilote de Centre de ressources.
- En Chine, développement de partenariats avec des ONG locales et les facultés d'éducation, et finalisation de la stratégie d'intervention.
- Officialisation d'Aide et Action au niveau national au Laos et demande de permis national au Vietnam.
- Développement du site internet Aide et Action ASE.
- Organisation de la Campagne mondiale pour l'éducation : 2200 enfants mobilisés, 27 ONG partenaires, impact régional.
- Co-organisation du colloque sur la qualité de l'éducation organisé à Hô Chi Min-Ville au Vietnam.

» Amérique latine - Caraïbes

Le budget réalisé de la région Amérique latine - Caraïbes passe de 1 701 K€ en 2005 à 1 456 K€ en 2006. Cette baisse de 14,4% est due à la fin du projet conjoint avec Inter Aide et l'Union européenne. 2006 a également été une année d'études, de réorientation et de lancement de projets très novateurs.

En Haïti, la reconnaissance progressive d'Aide et Action par les autorités publiques comme partenaire dans le domaine de l'éducation est un des faits marquants de l'année. En République dominicaine, le positionnement d'Aide et Action dans le paysage éducatif prend de l'ampleur. Le secrétariat d'État dominicain à l'Éducation a décerné un prix à Aide et Action pour sa contribution dans la lutte contre le travail des enfants. Un accord cadre de coopération a été signé avec le secrétariat d'État à l'Éducation.

Au niveau de la région Amérique latine et Caraïbes, l'équipe a élaboré une structure organisationnelle mieux adaptée à la mission sociale, axée sur des projets transversaux et sur les thématiques suivantes :

- Accès et qualité de l'éducation
- Éducation inclusive
- Éducation au développement et à la citoyenneté mondiale
- Petite enfance
- Migration.

■ Programmes :

- Les thématiques développées en Haïti : Accès et qualité de l'éducation, Éducation citoyenne, Éducation à l'environnement.

- Les centralités du programme en République dominicaine : Petite enfance, Éducation inclusive, Éducation environnementale et développement durable.

Résultats obtenus

- Un consortium universitaire régional pour la recherche, la coopération technique et l'influence sur les politiques publiques de développement en Haïti et en République dominicaine a vu le jour : 7 universités caribéennes et 1 canadienne y participent.
- En Haïti, le projet conjoint Inter Aide/Aide et Action/ Union européenne sur le « Renforcement de structures de soutien aux initiatives locales pour une amélioration durable des conditions de vie en zone rurale isolée » dans les régions de Marigot et des Cahos, a pris fin après 4 ans d'exécution. 55 écoles primaires, 366 classes, 14 500 élèves ont été touchés par des actions de formation, d'équipement en matériels scolaires et d'amélioration des infrastructures.
- Le contenu du programme transfrontalier a été réorienté de manière à davantage le centrer sur le thème de l'éducation à l'environnement.

Quelques données quantitatives globales

	Haïti	République dominicaine
Date d'ouverture	2004	2004
Réalisé 2006 en K€	586	322
Nombre d'écoles concernées	235	8
Nombre d'enfants concernés	27 050	20 100
Nombre d'enseignants touchés	610	620
Nombre de parrainages	1 000	-
Nombre d'enfants parrainés	7 556	151
Nombre d'habitants sur la zone d'intervention	Artibonite : 1 195 000 ha Nippes : 283 000 ha Plateau central : 570 700 ha	Elias Pinas, Pedernales, SantoJimani : 130 900 ha Santo Domingo Norte : 321 200 ha

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2006 avant affectation du résultat (en milliers d'euros)

	2006 Net	2005 Net	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles		
	Logiciels informatiques	34	22
	Immobilisation incorporelle en-cours	2	14
	Avance et acompte sur immobilisations incorporelles	61	0
	Immobilisations corporelles		
	Terrain	610	610
	Construction	1 141	1 169
	Construction sur sol d'autrui	58	75
	Installations, agencements	200	223
	Matériel de transport	643	683
	Matériel et mobilier de bureau	187	233
	Matériel informatique	163	166
	Matériel & outillage	15	27
	Immobilisation corporelle en-cours	2	4
	Avance et acompte sur immobilisations corporelles	12	3
	Autres immobilisations	0	0
	Immobilisations financières		
	Prêt au personnel	5	4
	Prêt Suisse	531	514
	Dépôts & cautionnements	54	61
Participation 1% APEC	88	83	
Prêts & autres	0	3	
Total I	3 806	3 894	
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours	174	223
	Avances et acomptes versés sur commandes	119	105
	Autres créances	1 124	805
	Valeurs mobilières de placement	6 419	6 914
	Disponibilités	2 022	1 677
	Financements institutionnels	9 049	16 483
	Produit à recevoir	371	189
	Charges constatées d'avance	468	105
Total II	19 746	26 501	
Compte de régularisation	Écart de conversion actif (III)	722	719
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	24 274	31 114

	2006 Net	2005 Net	
FONDS ASSOCIATIFS	Capitaux propres		
	Fonds de développement	9 554	10 373
	Fonds d'aide d'urgence	347	347
		9 901	10 720
	Insuffisance en attente d'affectation	- 598	- 819
	Total I	9 303	9 901
	FONDS DÉDIÉS	Provision pour risques et charges	311
Provision pour risques de change		722	719
Fonds dédiés	3 566	3 287	
Total II	4 599	4 253	
DETTES	Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	17	0
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 929	1 599
	Autres dettes	285	190
	Dettes fiscales & sociales	819	800
	Produits constatés d'avance	7 312	14 304
Total III	10 362	16 894	
Compte de régularisation	Écart de conversion passif (IV)	10	66
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	24 274	31 114

CERTIFICATION DES COMPTES

Nos comptes ont été certifiés par le cabinet Ernst & Young et Autres, membre de l'organisation internationale Ernst & Young. Le cabinet Ernst & Young et Autres est intervenu en France pour la révision des comptes de la France, ainsi que la révision de l'intégration de l'ensemble des comptes de l'association aux comptes français.

En ce qui concerne les programmes africains, les contrôles ont été effectués par des cabinets locaux eux-mêmes membres du réseau Ernst & Young. La consolidation des comptes des programmes au niveau de la région Afrique a été révisée par Ernst & Young Sénégal. Ces opérations ont été supervisées par le cabinet Ernst & Young et Autres France.

En ce qui concerne la région Asie du Sud-Est, la consolidation des comptes des programmes a été révisée par Ernst & Young Vietnam. Ces opérations ont été supervisées par le cabinet Ernst & Young et Autres France.

En ce qui concerne la région Amérique latine et Caraïbes, la consolidation des comptes des programmes a été révisée par le cabinet

Judex Avignon en Haïti et le cabinet Ernst & Young en République dominicaine. Ces opérations ont été supervisées par le cabinet Ernst & Young et Autres France.

Le cabinet Ernst & Young et Autres a également vérifié les fonds transférés à tous les programmes non intégrés, Inde, Sri Lanka, Inter Aide en Haïti et à Manakara (Madagascar), Action Aid au Rwanda et au Malawi.

Le cabinet KPMG est intervenu en Inde auprès de 21 partenaires sur les 27 que nous soutenons et sur 4 projets que nous menons en direct, ainsi que pour la révision des bureaux de Bhopal, de Chennai, d'Hyderabad, de Ranchi et Delhi, de la Direction Inde et de la cellule d'audit interne Inde. Le choix des interventions du cabinet KPMG s'est effectué en fonction du critère d'engagement financier et du risque évalué à partir des résultats de l'audit 2005. La révision porte cette année sur 80% du budget de l'Inde.